

COMMUNICATION POUR LA CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FONDATION KAS DAKAR 2025

Dr Ibrahima MBODJ*

THÈME: LA NÉCESSITÉ D'INCLURE LES JEUNES DANS LA VIE POLITIQUE DU SÉNÉGAL

RÉSUMÉ

Dans son riche histoire politique et démocratique, le Sénégal s'est toujours distingué par sa résilience à toute épreuve. Mais derrière cette formidable capacité à rebondir se cachent de nombreux défis parmi lesquels la nécessité d'inclure les jeunes dans la vie politique.

Cette jeunesse qui a tant donné et qui a tant soutenu de combats démocratiques peine aujourd'hui à se frayer un chemin dans la vie politique sénégalaise et ceci pour diverses raisons. Les raisons sont certes nombreuses mais celles qui nous paraissent les plus évidentes sont surtout la quête d'un nouveau souffle de la vie politique sénégalaise largement imputable à des institutions politiques en manque de dynamisme et à une classe politique de plus en plus vieillissante.

Toutefois, des motifs d'espoir demeurent car on assiste de plus en plus à l'émergence d'une jeunesse active pour une transition politique intergénérationnelle et qui milite pour une présence accrue dans les instances décisionnelles pour bousculer la hiérarchie déjà établie et sortir des sentiers battus.

Ainsi, cet article propose une analyse approfondie du rôle que pourrait incarner la jeunesse dans le renouveau de la vie politique sénégalaise dans ses grandes largeurs.

ABSTRACT

Throughout its rich political and democratic history, Senegal has always stood out for its resilience in the face of adversity. But behind this remarkable ability to bounce back lie many challenges, including the need to include young people in political life.

This youth, which has given so much and supported so many democratic struggles, is now struggling to make its way into Senegalese political life for a variety of reasons. There are certainly many reasons for this, but the most obvious ones seem to be the quest for a new lease of life in Senegalese politics, largely attributable to political institutions that lack dynamism and an increasingly ageing political class.

* Docteur en Sciences politiques/Spécialisé en Relations Internationales; Chargé de programmes au Think Tank Afrikajom Center; Intervenant comme chargé de cours à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis, à l'École Nationale de Police et à Akademia Dakar
Tel: 77 606 97 34 E-Mail: ibrahimambodj191@gmail.com.

However, there are still reasons for hope, as we are increasingly seeing the emergence of an active youth movement for intergenerational political transition, which is campaigning for a greater presence in decision-making bodies in order to shake up the established hierarchy and break new ground.

This article therefore offers an in-depth analysis of the role that young people could play in the renewal of Senegalese political life in its broadest sense.

INTRODUCTION

Depuis son indépendance en 1960, la vie politique du Sénégal n'a jamais été un fleuve tranquille. De la crise politique de 1962 à la période très troublée 2021/2024, la vie politique sénégalaise est passée par tous les états.

Aujourd'hui, force est de constater que malgré ces tensions et ces soubresauts, le Sénégal a toujours su retomber sur ses pieds. Ce qui pousse d'ailleurs certains à usé de la métaphore du «roseau, qui plie mais ne rompt pas». Cette résilience à toute épreuve est largement tributaire à une maturité électorale citoyenne et à une démocratie qui constitue encore une référence au plan régional et international.

Mais jusqu'où ira cette résilience démocratique? À quel prix?

En réalité, il y a raison de s'interroger sur la durée de vie de cette résilience démocratique tant elle a été secouée ces dernières années par des tensions et crises politiques. Ces tensions et violences sont souvent liées à la crise de la démocratie, de l'État de droit, de la gouvernance et des droits humains. A ces crises, on peut ajouter la vieillesse de la classe politique sénégalaise qui manque cruellement de relève.

C'est pourquoi la nécessité d'inclure les jeunes dans la vie politique sénégalaise trouve toute sa pertinence. Depuis des années, les jeunes sont associés à un degré moindre aux instances de prise de décision et au leadership des partis politiques. Les jeunes sont la plupart du temps relégués au statut de partisan ou de simple militant de parti.

Cette tendance s'inverse petit à petit mais de manière timide et insuffisante pour être considérée comme un véritable changement. Les jeunes d'aujourd'hui sont assez outillés pour postuler aux instances de prises de décision, au leadership des partis et à la conduite des grandes institutions même si le souci de la formation et de l'encadrement peut se poser parfois.

Face à des institutions en manque de dynamisme et une classe politique vieillissante, la jeunesse a son mot à dire pour une transition politique intergénérationnelle et une présence accrue dans les instances de prise de décision.

Ainsi, nous allons analyser ce thème sous un double rapport: une vie politique en quête de nouveau souffle et l'émergence d'une jeunesse dynamique pour le renouveau de la vie politique.

A. UNE VIE POLITIQUE EN QUÊTE DE NOUVEAU SOUFFLE

La vie politique sénégalaise est en manque criant de nouveau souffle. C'est tout sauf un hasard si on en est arrivé là au regard du manque de dynamisme des institutions mais aussi à la vieillesse de la classe politique.

I. DES INSTITUTIONS POLITIQUES EN MANQUE DE DYNAMISME

Historiquement, le Sénégal a toujours été perçu comme une vitrine démocratique en Afrique mais aussi dans le monde. Le moins qu'on puisse dire est que ce statut a été tout sauf volé. En effet, dans un contexte régional où presque tous les États voisins ont été en proie à des coups d'État militaires ou à des coups de force constitutionnels, le Sénégal a été l'un des rares pays à surnager avec l'étiquette de pays qui se conforme encore aux normes démocratiques. Cette reconnaissance démocratique, le Sénégal le doit bien à la force et à la résilience de ses institutions politiques.

Mais, s'il y a bien une chose qui particularise le Sénégal, c'est que la force et la résilience de ses institutions constituent en même temps les faiblesses de ses forces. Les institutions politiques sont la plupart du temps dans une position résiliente dans la gestion des crises politiques.

Si l'on parcourt l'histoire politique du Sénégal, on se rend compte que les institutions ont rarement anticipé les crises mais ont été plutôt dans la gestion. Ce manque de dynamisme est souvent perceptible durant les crises électorales ou de gouvernance. La crise politique de 1962, l'élection présidentielle de 1963, la grève générale de 1968, l'élection présidentielle de 1988 et l'élection présidentielle de 1993 font partie des premiers grands événements qui ont secoué les institutions sénégalaises et montré à suffisance leur manque de dynamisme.

A cela, on peut ajouter la crise de 2010–2011 sur la réforme constitutionnelle puis la tentative de réélection du président Abdoulaye Wade qui a tenu en haleine tout un pays et conduit aux douloureux événements du 23 Juin 2011.

Le dénominateur commun de ces différentes crises est l'expression d'une montée en pression politique, parfois instiguée par des pratiques arbitraires du pouvoir en place qui n'hésite pas à instrumentaliser les institutions surtout l'institution judiciaire.

La justice a souvent servi d'instrument pour neutraliser certains opposants politiques. Avant l'élection présidentielle de 2019, les opposants Khalifa Sall et Karim Wade ont été disqualifiés de la course à la présidence par le régime de Macky Sall en utilisant savamment la machine judiciaire. Cette pratique n'est pas nouvelle et trouve des traces dans les régimes de Senghor et de Diouf.

Le dernier exemple en date est la crise sociopolitique qui a ébranlé le pays de 2021 à 2024 liée à l'éligibilité de l'opposant Ousmane Sonko. Cette crise fait partie des plus marquantes et des plus troublantes que le Sénégal n'ait jamais connu avec une fois de plus un rôle prépondérant joué par les institutions politiques et judiciaires. En réalité, la

déclaration de candidature et l'éligibilité des candidats ont révélé des contentieux que l'administration et le Conseil constitutionnel avaient la lourde tâche de gérer.

D'ailleurs, ces contentieux ont donné lieu à une précampagne marquée par de violentes manifestations qui avaient fait au moins trois morts en raison de l'invalidation par le Conseil constitutionnel des titulaires de la liste nationale de la coalition Yewwi Askan Wi.

Il ne faut pas non plus omettre de souligner le rôle joué par des institutions comme la Direction Générale des Elections (DGE) dans ce contentieux. Après la radiation de l'opposant Ousmane Sonko des listes électorales, la Direction générale des élections (DGE) a refusé de lui délivrer les fiches nécessaires à la collecte des parrainages citoyens qui est une étape essentielle pour valider une candidature présidentielle et ce, malgré une décision favorable du tribunal de Ziguinchor annulant sa radiation et ordonnant sa réintégration sur les listes électorales.

Ces différents cas de figure montrent à suffisance à quel point les institutions politiques sénégalaises peuvent être fragilisées par les crises politiques particulièrement les crises électorales ou de gouvernance.

Toutefois, il convient de relativiser dans la mesure où ces institutions ont certes été ébranlées mais ont toujours su rendre des décisions lucides au moment opportun. Les décisions du Conseil constitutionnel contre le report de l'élection présidentielle de 2024 et récemment son rejet de l'article premier de la loi interprétative n° 08/2025, adoptée le 2 avril 2025 par l'Assemblée nationale, montrent que les institutions politiques et judiciaires continuent de jouer un rôle de veille au respect des normes démocratiques.

Au delà du cadre institutionnel, la vie politique sénégalaise est à la recherche d'une seconde jeunesse en rajeunissant notamment sa classe politique.

II. UNE CLASSE POLITIQUE DE PLUS EN PLUS VIEILLISSANTE

Le renouveau de la vie politique sénégalaise passe aussi par un renouvellement de sa classe politique qui est de plus en plus vieillissante. Lors de l'élection présidentielle de 2024, sur les 19 candidats en lice, la moyenne d'âge était de 57ans. Ce chiffre est assez évocateur de la vieillesse de la classe politique dont une bonne partie aura plus de 70 ans lors de la prochaine élection présidentielle de 2029 alors que la Constitution a déjà plafonné l'âge de participation à 75ans¹.

Cette moyenne d'âge élevée de la classe politique s'explique par un certain nombre de facteurs. Le premier facteur auquel on peut faire allusion est l'impopularité progressive des partis politiques aux yeux de la jeunesse. Malgré une démographie fortement composée de jeunes qui représente plus de 76 % de la population, les formations politiques et les partis politiques dans leur diversité, peinent à susciter l'intérêt et souffrent d'une mauvaise réputation.

1 *Mariame Djigo* « Renouvellement de la classe politique sénégalaise : retraite anticipée des “dinosaurés” », dans journal sud quotidien du 7 Mai 2024.

tion auprès des jeunes². Ce rejet et ce désintéressement de la jeunesse à l'idée d'intégrer les partis politiques font que le rajeunissement de la classe politique tarde encore. À la place, les jeunes privilégient davantage la création de mouvances citoyennes ou se muent tout simplement en chroniqueurs, devenu un phénomène récurrent.

L'autre facteur qui peut aussi être évoqué est l'absence de formation et de leadership au sein des partis politiques. Jadis, la force des partis politiques résidait dans l'éducation et la formation de leur relève. Cette absence d'éducation et de formation politique a des conséquences directes sur le débat et la vie politique. Aujourd'hui, nous assistons à des violences physiques et verbales sur la scène politique amplifiées par les réseaux sociaux. Ce phénomène n'est que le résultat de l'inculture politique et du laxisme de la vieille garde politique qui peine encore à former une bonne relève.

La sphère politique et particulièrement les formations partisans demeurent sous le monopole de leaders et cadres situés dans la catégorie d'âge des seniors, ce qui engendre une marginalisation voire une exclusion des jeunes dans ces milieux. La moyenne d'âge de l'élite politique est si élevée que l'on ne trouve que difficilement de « vrais » jeunes (c'est-à-dire des personnes de 35 ans et moins) occuper les fonctions de chef et cadre de partis politiques ou celle de ministre.

La vieillesse de la classe politique s'explique aussi d'une certaine manière par la faible attractivité que les partis politiques exercent sur les jeunes du fait de l'incapacité de l'élite dirigeante à résorber les difficultés rencontrées par la jeunesse. Cette mauvaise réputation des partis politiques particulièrement leurs leaders à faire des promesses qu'ils ne tiennent pas surtout sur la question du chômage, pousse les jeunes au désenchantement et au désintéressement de la chose politique.

Dans ces conditions, toute idée de renouvellement de la classe politique devient presque une illusion. Les partis politiques traditionnels présentent systématiquement les mêmes têtes quasiment à toutes les élections sans qu'aucune initiative de relève ne soit à l'ordre du jour.

Cette jeunesse est finalement réduite à une masse de primo-votants convoitée par les partis politiques pour leurs suffrages, leur énergie et leur dynamisme afin de mobiliser des partisans susceptibles d'animer la structure et susciter la sympathie et l'adhésion auprès des jeunes électeurs.

Il ne faut pas non plus oublier de mentionner une certaine méfiance de la vieille garde politique vis-à-vis de la jeunesse qu'elle considère comme une rivale plutôt qu'une alliée. Cette méfiance s'explique par l'accaparement des postes stratégiques dans les instances de décision par les aînés qui jugent les jeunes trop tendres, inexpérimentés voir inconsistants.

En se fondant sur ces différents facteurs, on se rend compte que le renouvellement de la classe politique ne sera pas une chose aisée et ne se fera pas non plus de sitôt. Les jeunes ont beau s'intéresser à la politique mais ils sont dissuadés ou freinés dans leur élan

2 *Malado Agne* « Quelle place à la jeunesse dans les partis politiques sénégalais? », Heinrich Böll Stiftung, 18 Mars 2024.

par une vieille classe politique qui n'est pas prête à lâcher le morceau en s'accaparant systématiquement des instances de décision et de l'appareil partisan.

Toutefois, au regard du poids électoral de la jeunesse lors des précédentes élections avec l'élection de jeunes maires et de jeunes députés, l'espoir renaît. Les jeunes commencent de plus en plus à se démarquer des partis politiques en traçant leur propre voie au sein de nouvelles mouvances qu'ils créent eux-mêmes.

Cette démarcation s'inscrit dans la droite ligne de susciter un renouveau de la vie politique sénégalaise à travers une jeunesse militante pour une transition politique intergénérationnelle et une jeunesse active pour une présence massive dans les instances de décision.

B. L'ÉMERGENCE D'UNE JEUNESSE ACTIVE POUR UN RENOUVEAU DE LA VIE POLITIQUE

Le renouveau de la vie politique sénégalaise passe par une transition politique intergénérationnelle impulsée par une jeunesse militante, mais aussi par un renforcement de la présence des jeunes dans les instances décisionnelles.

I. UNE JEUNESSE MILITANTE POUR UNE TRANSITION POLITIQUE INTERGÉNÉRATIONNELLE

La transition politique intergénérationnelle ne peut se faire sans une jeunesse militante et totalement impliquée dans la vie politique. Aujourd'hui, force est de constater que l'implication des jeunes dans la politique est certes réelle mais n'a pas encore atteint sa plénitude. Même s'ils sont majoritaires au plan quantitatif, les jeunes ne sont pas pour autant associés à la gestion publique et à la définition des politiques publiques qui les concernent.

Avec une population composée de plus de 75 % de jeunes à moins de 35 ans et plus de 50 % âgés de 18 ans au moins, les jeunes peinent encore à exister dans la vie politique³. Paradoxalement, ils sont toujours en première ligne dans les combats politiques que mènent les leaders des partis politiques durant les échéances électorales ou quand les acquis démocratiques sont ébranlés. Les jeunes continuent toujours de jouer les seconds rôles dans les partis politiques faute à une cour assidue de la part des prétendants à la magistrature suprême qui ne s'intéressent qu'à leurs voix pour être élus.

Mais cette situation est entrain de changer petit à petit depuis quelques années. Au début des années 2000, des prémices ont été observées avec l'intensification des mouvements de jeunes pour soutenir la candidature d'Abdoulaye Wade. L'année 2011 marque le début des mouvements citoyens à l'image du mouvement *Y en a marre* qui était un collectif d'artistes et de journalistes appelant à une plus grande responsabilité des dirigeants et à

3 Ousmane Badiane « Présidentielle 2024 : quelles sont les attentes de la jeunesse sénégalaise? », dans BBC Afrique, 24 Février 2024.

la mobilisation des jeunes qui ont fini par jouer un rôle déterminant dans la deuxième alternance démocratique de l'histoire politique du Sénégal en 2012.

L'après 2012 marque l'avènement des réseaux sociaux qui deviennent des tribunes d'expression des jeunes. Cette « tribune virtuelle » d'expression est à l'origine d'une forte mobilisation lors des élections présidentielles de 2012, 2019 et 2024.

La période 2020/2024 marque l'émergence d'une jeunesse plus politisée, informée, critique, souvent en rupture avec les figures traditionnelles. Cette jeunesse sera à l'origine de l'élection du candidat Bassirou Diomaye Faye. Cette adhésion à l'idéologie de PASTEF n'est pas fortuite.

En réalité, le fait que PASTEF soit incarné par une figure jeune ainsi que la place faite à la jeunesse, notamment celle de la diaspora, au sein de ses instances dirigeantes, a naturellement créé un attrait pour les jeunes. Et ça n'a pas tardé à se confirmer lors des échéances électorales.

En 2023, un fort taux d'inscription des jeunes a été observé, suscité en partie par la figure d'Ousmane Sonko et de son parti PASTEF. Un autre facteur qui a séduit et booster le militantisme de la jeunesse, est le discours nationaliste et de rupture adopté par le leader de PASTEF. Les jeunes ont trouvé un écho favorable dans sa feuille de route «anti-système» et contestataire d'un système corrompu qui a exacerbé le chômage, les injustices persistantes et les inégalités sociales. Le fait aussi d'utiliser régulièrement les réseaux sociaux comme canaux de communication à créer une adhésion massive des jeunes qui en ont fait leur tribune principale d'expression.

L'émergence de cette jeunesse militante tend indubitablement vers une transition politique intergénérationnelle. Aujourd'hui, beaucoup de leaders politiques du passé commencent à perdre de la crédibilité face à la montée en puissance de cette jeunesse qui renoue de plus en plus avec la politique. La période charnière 2020/2024 y est pour beaucoup dans la mesure où l'émergence d'une nouvelle figure politique a été le déclencheur d'une vieille frustration liée aux inégalités sociales, aux conditions de vie précaires et au chômage exponentiel des jeunes qui en ont profité pour se débarrasser une bonne fois pour toute de la vieille garde politique par le biais de leur carte d'électeur.

Le Sénégal entame un nouveau cycle qui semble tendre les bras à la jeunesse qui devient de plus en plus influente sur le plan politique. Mais toujours est il que la présence des jeunes dans les instances de décision reste encore famélique et là encore la jeunesse devra davantage s'activer pour une présence accrue dans ces instances.

II. UNE JEUNESSE ACTIVE POUR UNE PRÉSENCE ACCRUE DANS LES INSTANCES DÉCISIONNELLES

La présence des jeunes dans les instances décisionnelles reste encore un énorme défi au Sénégal. En dépit d'un fort pourcentage dans la population, les jeunes sont sous-représentés dans les institutions nationales. Rien qu'à voir le taux exorbitant de chômeurs chez les jeunes, on se rend compte de l'ampleur de la tâche à les intégrer suffisamment dans les ins-

tutions ou plus simplement dans le marché de l'emploi. Selon l'enquête nationale sur l'emploi au Sénégal, les jeunes qui sont ni en études, ni en emploi, ni en formation, et dont la tranche d'âge est située entre 15 et 24 ans, ont représenté 30,7 % de la population lors du deuxième trimestre de 2024. Le taux de chômage est passé de 21,5 % au premier trimestre de 2023 à 23,2 % sur la même période en 2024, soit une hausse de 1,7 point de pourcentage⁴.

Ces chiffres ne sont guère rassurant au regard du poids démographique que représente les jeunes dans la population du Sénégal. Cette absence notable dans les instances de décision n'est pas un hasard dans la mesure où ces jeunes sont faiblement impliqués dans les prises de décision, réduits à un rôle secondaire ou tout simplement exclus de ces cercles par une élite vieillissante qui n'est pas prête à passer le relais à la jeunesse.

Face à ce sentiment d'exclusion, cette jeunesse emprunte parfois des voies illégales voire suicidaires pour trouver des lendemains meilleurs. Aujourd'hui, l'immigration clandestine constitue de plus en plus un recours pour une jeunesse désœuvrée, sans espoir et exclue des sphères décisionnelles.

Toutefois, depuis les élections locales de 2022, un semblant de retour de la jeunesse dans les instances décisionnelles semble renaître. En effet, le fait que des candidats jeunes soient arrivés en tête des mairies de certaines villes stratégiques du Sénégal augurait déjà un changement de cap avec une affirmation progressive des jeunes dans les instances de décision. Cette tendance s'est confirmée deux ans plus tard avec l'élection présidentielle et les élections législatives de 2024.

À l'issue de ces élections, on a assisté à un rajeunissement drastique de la classe politique avec pour la première fois des jeunes à la tête des trois institutions les plus prestigieuses du Sénégal à savoir la Présidence de la République, la Primature et la Présidence de l'Assemblée Nationale. Le Président Bassirou Diomaye Faye 44 ans, le Premier ministre Ousmane Sonko 49 ans et le Président de l'Assemblée nationale El Malick Ndiaye 41 ans incarnent le rajeunissement de la nouvelle classe politique.

Ce rajeunissement a donné un nouvel élan à l'activisme de la jeunesse dans le champ politique et lui ouvre petit à petit les portes des instances décisionnelles.

Même si cet accès n'est pas encore effectif, des progrès sont quand même notés. Par exemple, les communes de Yoff et de Golfe ont élu leur plus jeune maire, de même la nomination de Ngagne Demba Touré à la tête de la direction des mines, montre à suffisance que les jeunes sont entrain petit à petit de faire leur trou pour accéder aux instances décisionnelles.

Parallèlement, l'activisme politique de la jeunesse se fait de plus en plus sentir notamment sur les réseaux sociaux et les plateformes digitales pour influencer directement la conduite et les nouvelles orientations des politiques publiques. La création d'un nouvel parti politique par Barthélémy Dias et l'émergence de nouvelles figures de l'opposition

4 https://afrique.le360.ma/politique/senegal-un-vent-de-jeunesse-souffle-sur-la-classe-dirigeante_PQ5KLSMHIZCSDPT7GSKFROO6DQ/ consulté le 15 juillet 2025.

comme Anta Babacar Ngom et Pape Djibril Fall pour ne citer qu'eux, montre que la compétition politique et électorale devient inéluctablement une «affaire de jeunes».

Le milieu intellectuel et universitaire n'est pas aussi en reste dans cet activisme politique. Le Collectif des Universitaires pour la Démocratie (CUD) composé de plus de 200 membres, a été particulièrement actif en février 2024, période durant laquelle il a organisé des conférences de presse et des veillées citoyennes pour aborder la crise sociopolitique au Sénégal. Il appelait au respect du calendrier républicain et le départ du Président Macky Sall avant le 3 Avril 2024 conformément à la Constitution.

Parallèlement à ce collectif, les mouvements étudiants dans les universités ont joué aussi un rôle déterminant à travers des pétitions, des manifestations pour impulser cette nouvelle dynamique politique. Mais leur contribution décisive a été surtout l'électorat où ils ont pesé de tout leur poids pour élire une classe politique très rajeunie et par ricochet assurer une présence accrue des jeunes dans les instances de décision.

Les organisations de la société civile ne sont pas aussi en reste avec l'émergence d'une nouvelle jeunesse encadrée par les anciens pour jouer le rôle de sentinelle démocratique et promouvoir les jeunes dans les instances décisionnelles.

En tout état de cause, l'année 2024 a établi une rupture avec l'ordre ancien. Les jeunes manifestent de plus en plus un regain d'intérêt pour la politique avec en ligne de mire l'accès aux instances décisionnelles pour impulser eux-mêmes le changement politique dans tous ses compartiments.

CONCLUSION

Depuis son indépendance, le Sénégal a toujours été entre les mains d'une vieille élite politique qui définissait les tenants et les aboutissants du pouvoir. Dans cette entreprise, les jeunes ont été souvent relégués à un rôle secondaire voire même instrumentalisés par cette élite politique vieillissante pour parvenir à ses fins. Cette élite voyait la jeunesse comme une «manne électorale» où elle puisait comme bon lui semble bien aidée par des institutions politiques en manque de dynamisme.

Mais au fil du temps, cette tendance s'est inversée petit à petit avec une jeunesse active et engagée pour le changement. Les premières germes de cette nouvelle dynamique ont été observées dès 2011 avec l'affirmation des mouvements sociaux, des organisations de la société civile et des mouvements étudiants qui se sont opposés farouchement à toutes velléités de tripatouillages constitutionnels.

Cette dynamique s'est beaucoup plus affirmée durant la période 2021/2024 où le Sénégal était presque au bord du gouffre mais sauvé quand même par une jeunesse active, militante, de plus en plus consciente des enjeux politiques et désireuse de rompre systématiquement avec une vieille classe politique qu'elle considère comme corrompue.

Aujourd'hui, cette jeunesse est à la recherche de nouveaux défis qui commencent d'abord par une transition politique intergénérationnelle et une présence accrue dans les instances de prise de décision. Les premières tendances observées semblent aller dans ce

sens mais le défi reste toujours persistant car la présence des jeunes dans les instances décisionnelles est encore famélique.

A quitte ou double, cette jeunesse aura t'elle finalement les moyens de ses ambitions pour impulser le changement politique qu'elle désire tant?

RECOMMANDATIONS

- Garantir un accès équitable à l'éducation, à la formation et à l'emploi pour une jeunesse instruite, compétente et prête à relever le défi de la transition politique intergénérationnelle;
- Renforcer la formation et le leadership politique des jeunes au sein des partis politiques;
- Promouvoir et encourager la présence des jeunes dans les instances décisionnelles;
- Créer un environnement propice à la liberté d'expression et à l'innovation;
- Promouvoir les assemblées, les forums et les tribunes d'expression pour que les jeunes puissent s'exprimer sur les politiques de leurs États;